



**Déclaration commune** formulée le 20 juin 2024, à l'occasion de la réunion virtuelle "*Combattre la désertification : les réussites du continent africain*", organisée conjointement par le Centre de Recherche sur la Désertification (NRD, Université de Sassari, Italie) et DesertNet International, pour célébrer la Journée mondiale de la lutte contre la désertification 2024.

### ***Former une nouvelle génération de scientifiques et de citoyens informés pour lutter contre la désertification des terres***

Cette année marque le 30e anniversaire de la signature de la Convention des Nations unies de la lutte contre la désertification (CNULCD). La dégradation des sols et la désertification sont des défis mondiaux urgents qui menacent les moyens de subsistance de milliards de personnes, en particulier dans les régions arides et semi-arides. La résolution de ces problèmes complexes nécessite une approche multidisciplinaire axée sur la recherche, l'éducation, le renforcement des capacités et la diffusion des meilleures pratiques. Cette stratégie globale garantit que les interventions sont adaptées au contexte, culturellement pertinentes et durables. Nous entendons par la présente formuler des recommandations aux Parties à la CNULCD concernant plusieurs questions qui, selon nous, doivent encore être abordées.

#### **Recherche**

La science est la pierre angulaire de la lutte contre la désertification et la dégradation des sols. Elle fournit les données et les connaissances nécessaires pour comprendre les causes et les effets de ces phénomènes, ce qui permet d'élaborer des stratégies efficaces.

En Afrique et au-delà, nous recommandons que les principales initiatives de recherche se concentrent sur les points suivants

- Développer des indicateurs pour qualifier l'état de dégradation des terres sur la base de la productivité primaire, du taux de couverture du sol et du stock de matière organique.
- Identifier les « points chauds » (hot spots) pour les interventions.

- Identifier les pratiques résilientes de gestion des terres qui peuvent résister à des conditions météorologiques extrêmes.
- Caractériser le rôle des communautés microbiennes dans le maintien de la santé des sols.
- Développer des variétés de cultures résistantes à la sécheresse.
- Évaluer l'impact du changement climatique sur les modes d'utilisation des sols.
- Mettre en place des banques de gènes pour la propagation future, afin de garantir la sécurité alimentaire et des pratiques agricoles durables.
- Développer de nouvelles technologies durables de l'énergie solaire agrivoltaïque, qui peuvent soutenir le lien eau-énergie-alimentation dans les zones qui subissent des processus de désertification.

En donnant la priorité à la recherche, les solutions scientifiques peuvent être adaptées aux conditions environnementales et socio-économiques spécifiques des différentes régions, garantissant ainsi leur efficacité et leur durabilité. En outre, il est essentiel d'intégrer les connaissances indigènes à la recherche scientifique. Les agriculteurs possèdent des connaissances ethnobotaniques précieuses et un potentiel d'innovation qu'il convient d'exploiter pour développer des pratiques de gestion durable des terres. Cependant, l'enseignement agricole actuel s'appuie souvent sur des modèles occidentaux négligeant les pratiques indigènes. Il convient de consacrer davantage d'efforts à la recherche sur les connaissances indigènes et à leur intégration dans les pratiques de gestion durable des terres fondées sur la science et la technologie.

## **L'éducation**

Les citoyens éduqués sont mieux préparés à mettre en œuvre et à défendre les pratiques qui atténuent la désertification. Il est également important de corriger les idées fausses sur la désertification. Par exemple, la désertification n'est pas seulement la transformation d'une terre en désert, elle n'est pas non plus limitée aux régions désertiques et n'est pas seulement un phénomène naturel lié au climat. La CNUCLD propose cette définition de la désertification: *«La dégradation des terres dans les zones arides, semi-arides et subhumides sèches par suite de divers facteurs, parmi lesquels les variations climatiques et les activités humaines»*. En formant les jeunes générations, les sociétés peuvent être mieux équipées pour relever ces défis. L'éducation joue un rôle essentiel en sensibilisant les communautés et en les dotant des connaissances nécessaires pour lutter contre la dégradation des sols.

Pour atteindre ces objectifs, nous recommandons de

- Intégrer des thèmes liés à la désertification et au changement climatique dans les programmes scolaires.
- Promouvoir des programmes d'éducation à l'environnement ciblant les jeunes et les femmes.
- Développer des programmes de formation pour les agriculteurs locaux sur les pratiques de gestion durable des terres.

## Renforcer les capacités

Le renforcement des capacités permet aux individus et aux organisations d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour lutter contre la dégradation des sols et la désertification. Il implique également des stratégies de gestion de la sécheresse, notamment la planification des mesures d'urgence, la conservation des sols, la diversification des cultures et la gestion intégrée des ressources en eau. L'autonomisation des communautés locales par le biais de ces initiatives favorise l'appropriation et la mise en œuvre durable de mesures visant à neutraliser la dégradation des sols. Une attention particulière devrait être accordée aux jeunes et aux femmes, compte tenu du rôle essentiel qu'ils jouent dans les activités agricoles et la gestion des ressources naturelles.

Nous recommandons donc de

- Renforcer les cadres institutionnels qui soutiennent la gestion durable des terres.
- Renforcer les compétences techniques des communautés locales, en particulier chez les jeunes et les femmes.
- Faciliter les collaborations intersectorielles pour garantir une approche holistique de la gestion des terres.

Dans le contexte spécifique de l'Afrique, nous recommandons à la Commission de l'Union africaine, dans le cadre de son initiative audacieuse de lutte contre la désertification, de développer des écoles d'agriculture et des formations professionnelles en agroforesterie pour les jeunes, de former des agents de vulgarisation et de labelliser les territoires de la Grande Muraille Verte (GMV) afin de coordonner les investissements économiques et sociaux et d'assurer un suivi clair des changements et des impacts. En investissant tout au long de la chaîne de valeur et en adoptant une approche marketing, Investir dans l'ensemble de la chaîne de valeur en adoptant une approche marketing peut hisser les produits GMV au même niveau que les produits agricoles importés.

## Diffusion des connaissances

La contribution des découvertes scientifiques à l'amélioration des conditions de vie des **communautés locales** concernées passe par le **respect et la défense des droits fondamentaux des communautés locales**, tels que le **droit à la terre** et le **droit d'accès à l'eau**, qui sont des droits humains fondamentaux et inaliénables. Nous nous référons ici à la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et autres personnes travaillant dans les zones rurales, adoptée le 17/12/2018.

Pour une diffusion efficace des connaissances, nous recommandons de

- Utiliser les médias traditionnels et numériques pour diffuser largement l'information.
- Mettre en place des plateformes de partage des connaissances qui permettent l'échange d'expériences et d'innovations.
- Engager les dirigeants et les personnes d'influence de la communauté à défendre les pratiques durables.

## Inclusion

Les jeunes, les femmes et les communautés locales jouent un rôle essentiel dans la lutte contre la désertification. Leur participation garantit que les interventions sont adaptées au contexte et à la culture.

Nous recommandons de

- Encourager la participation des jeunes à la gestion de l'environnement par des mesures d'incitation et de soutien à l'entrepreneuriat vert.
- Donner aux femmes les moyens de jouer un rôle de premier plan dans la gestion des ressources naturelles, en reconnaissant le rôle essentiel qu'elles jouent dans les activités agricoles.
- Encourager les initiatives communautaires qui utilisent les connaissances et les pratiques indigènes.

## Recommandations transversales

➔ **Politique et coopération.** Les décideurs politiques à tous les niveaux devraient renforcer la recherche, l'éducation et la diffusion des connaissances en tant que piliers fondamentaux dans la compréhension des complexités de la dégradation des terres et de la désertification. L'engagement de toutes les parties prenantes, en particulier par le biais d'efforts d'éducation et de diffusion, permet de sensibiliser aux défis et aux opportunités du secteur. Ce processus permet aux individus, en particulier aux femmes, aux jeunes et aux groupes autochtones et minoritaires, d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour s'attaquer à ces problèmes.

➔ **La coopération scientifique, facteur de la paix.** La science doit échapper aux fluctuations des relations politiques et être protégée en tant que « bien public mondial ». Le concept de **science ouverte**, tel qu'il est défini dans la recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte (2021), est pertinent pour la lutte contre la désertification et la dégradation des sols. Il vise à rendre les connaissances librement accessibles à tous, en ouvrant les processus de création, d'évaluation et de diffusion des connaissances scientifiques à la société, au-delà de la communauté scientifique traditionnelle.

➔ **La nature universelle de la connaissance** devrait encourager les jeunes scientifiques à prendre conscience de leur responsabilité en tant que citoyens du monde. Les institutions de recherche et les universités devraient promouvoir une approche éthique de la science, en remplaçant la recherche spécialisée dans le contexte plus large de la solidarité internationale.

## Conclusions

Dans ce cadre, pour soutenir les efforts de lutte contre la désertification, nous recommandons de

- Investir dans le **développement d'une nouvelle génération de scientifiques et de citoyens informés**, capables de relever les défis environnementaux futurs. Il s'agit notamment de
  - Fournir des bourses et des financements aux étudiants qui poursuivent des études dans le domaine des sciences de l'environnement.
  - Créer et renforcer des programmes de mentorat qui mettent en contact des jeunes scientifiques avec des chercheurs expérimentés.
  - Promouvoir des campagnes de sensibilisation du public qui soulignent l'importance d'une gestion durable des terres.

Des programmes tels que le One Planet Fellowship sont essentiels, car ils favorisent la collaboration à long terme entre les chercheurs africains et européens afin de trouver des solutions à la désertification et au changement climatique. Ce programme illustre comment l'échange de connaissances, la formation et la collaboration peuvent soutenir la recherche africaine et développer une communauté de jeunes chercheurs dynamiques.

## Recommandations générales :

- **Augmentation du financement**  
Plaider en faveur d'une augmentation du financement de la recherche en Afrique.
- **Renforcement de la formation**  
Renforcer la formation des jeunes chercheurs et améliorer les installations de recherche
- **Intégration des politiques**  
Créer ou renforcer le lien entre la recherche et la politique.
- **Accès aux données**  
Organiser un meilleur accès aux données scientifiques.

Signée par :

**Quirico Migheli**

Directeur, Nucleo di Ricerca sulla Desertificazione - NRD,  
Université de Sassari, Italie

**Kakha Nadiradze**

Président, DesertNet International

<b>François Tapsoba</b>	Ancien Conseiller technique régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Mécanisme mondial de l'UNCCD
<b>Ndeye Fatou Mar</b>	Directrice du département foncier, Observatoire du Sahara et du Sahel
<b>Mohamedou Ould Baba Sy</b>	Directeur du Département de l'Eau, Observatoire du Sahara et du Sahel
<b>Jean Luc Chotte</b>	Président, Comité Scientifique Français de la Désertification, France
<b>Mohamed Osman</b>	Représentant sous-régional de l'Université des Nations unies pour la paix et Conseiller économique exécutif national auprès du Président de Somalie
<b>Elvis Paul Tangem</b>	Coordinateur de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel, Commission de l'Union Africaine
<b>Ly Yann Kouv</b>	One Planet Fellowship Programme - Agropolis Fondation
<b>Camille Rannou</b>	One Planet Fellowship Programme - Agropolis Fondation
<b>Youssef Brahim</b>	Président, Association La Route du Sel et de l'Espoir – LA ROSE
<b>Rémi Hémerick</b>	Directeur exécutif, SOS Sahel International
<b>Qusay Abbas</b>	Responsable du développement rural, WeWorld-GVC – Palestine
<b>Asia Khalil</b>	Responsable des opérations, WeWorld-GVC - Palestine
<b>Giovanna Seddaiu</b>	Coordinatrice du programme de doctorat sur la dégradation des sols et la désertification, Université de Sassari, Italie
<b>Mongi Ben Zaied</b>	Institut des Régions Arides, Médenine, Tunisie
<b>Cécile Harmonie Otoïdobi</b>	Professeur assistant, Université Norbert Zongo, Burkina Faso

